



Monsieur le Président,

Le CTR se réunit le lendemain d'une parodie de CTM et deux jours après une mobilisation des personnels de la DGFIP, à un niveau que l'on n'avait pas connu depuis l'appel commun des fédérations de finances en mars 2010.

Les dernières annonces budgétaires concernant les suppressions d'emplois à la DGFIP, et celles relatives aux fonctionnaires en général (gel du point d'indice, jour de carence, et compensation non pérenne de l'augmentation de la CSG), rajoutent au mécontentement et au ras-le-bol actuel des personnels de la DGFIP.

Nous l'avons clairement dit dans notre liminaire du 6 juillet dernier : "la coupe est pleine" ! Ou pire encore "elle déborde" !

Les personnels l'ont clairement confirmé en se mobilisant massivement le 10 octobre avec de nombreux départements, à près de 50 % en grève, dont de nombreux postes comptables avec des taux atteignant pour certains 100 %.

Or, lors du CTM, en 35 mn chrono, les ministres n'ont apporté aucune réponse face à cette situation, ayant fait le choix de bâcler une réunion que de tenir compte du mécontentement exprimé par les personnels. Même s'ils s'en défendent, cette attitude face aux fédérations démontre le mépris affiché vis-à-vis des représentants élus des personnels, et à travers eux des personnels eux-mêmes.

Le dialogue social ne s'écrit pas, il se vit tous les jours. Les agendas sont compliqués pour tout le monde. Il doit y avoir des discussions avec les OS, a fortiori, quand les personnels répondent aussi massivement à un appel à la mobilisation.

Les inquiétudes exprimées sont certes liées au contexte politique actuel. A la DGFIP, la détérioration ininterrompue des conditions de travail et les passages en force à répétition relatifs aux règles de gestion accentuent encore ces inquiétudes.

En effet, que penser d'une direction générale qui, ayant subi une « saignée » cumulée de plus de 20 000 emplois en 10 ans, accepte sans rechigner une nouvelle ponction de 1600 emplois pour 2018 !

Les personnels en ont assez de voir des hauts fonctionnaires aux ordres appliquant, avec zèle, les choix ministériels assumés de réduction de la dépense publique. La DGFIP est en effet la plus grosse contributrice en nombre de suppressions d'emplois dans la Fonction publique d'Etat. Il n'y a pourtant pas de quoi être fier d'être le directeur général, qui aggrave depuis trop longtemps les conditions de travail de ses personnels, et qui organisera les abandons de missions, d'ores et déjà annoncées par son ministre.

Les personnels apprécieraient aussi d'être défendus dans leurs efforts continus pour faire leur travail toujours plus difficile sans avoir un quelconque retour sur investissement.

C'est le « règne » du toujours plus... de travail...avec du toujours moins d'effectifs, de reconnaissance !

Et pour inquiéter encore plus les personnels, la DGFIP n'a rien trouvé de mieux que d'écrire dans son message du 28 septembre sur Ulysse que : « L'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes. » !

La DG voudrait annoncer un plan d'envergure qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.

La CFDT considère que ce message conforte l'hypothèse des 120 000 suppressions d'emploi dans la Fonction publique, objectif annoncé par le Président de la République.

Monsieur le Président, il nous paraît évident que vous avez décidé de préparer les esprits à des décisions qui impacteront fortement les personnels dans la période à venir. Vous allez devoir assumer la responsabilité de ces choix et nous dire les missions que vous jugez non prioritaires et sur quels critères. Les personnels doivent savoir quel avenir vous leur réservez.